

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 25 juillet 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CVE CUD DUNKERQUE**

rue Armand Carrel – ZI de Petite-Synthe  
59140 Dunkerque

Références : C:\Users\sandro.colaccino\AppData\Local\Temp\CVE CUD\_Dunkerque\_RAPVI\_0007003941.odt

Code AIOT : 0007003941

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2024 dans l'établissement CVE CUD DUNKERQUE implanté rue Armand Carrel – ZI de Petite-Synthe 59140 Dunkerque. L'inspection a été annoncée le 13/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a porté sur la prise en compte de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 est applicable depuis le 3 décembre 2023. L'inspection a plus particulièrement porté sur les nouvelles dispositions introduites par ce texte.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CVE CUD DUNKERQUE

- rue Armand Carrel – ZI de Petite-Synthe 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007003941
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La communauté urbaine de Dunkerque exploite un Centre de Valorisation Energétique (CVE) situé dans la zone industrielle de Petite-Synthe. Le centre est autorisé par arrêté préfectoral du 5 décembre 2007 modifié.

La communauté urbaine de Dunkerque a confié la gestion opérationnelle à la société BIOGIE (groupe PAPREC).

Le CVE traite les déchets suivants :

- déchets ménagers non recyclables par le centre de tri ou par le CVO ;
- refus de traitement du CVO et du centre de tri ;
- déchets combustibles ne pouvant faire l'objet d'une valorisation des matières issues des déchetteries, de la collecte des encombrants et des déchets de cartonnage ;
- déchets industriels non dangereux assimilables aux déchets ménagers.

Les installations sont constituées :

- d'une fosse de réception ;
- d'un ensemble four-chaudière d'une capacité de 12 t/h ;
- d'un système de traitement des fumées en phase humide ;
- d'un groupe turbo-alternateur et d'équipements thermiques ;
- d'une station de traitement des effluents liquides provenant du traitement des fumées avant leur rejet vers une STEP ;
- d'une dalle pour le stockage et le tri des encombrants. Cette dalle a été mise en service en fin d'année 2021.

Le CVE est dimensionné pour traiter et valoriser énergétiquement 86 000 t/an de déchets ménagers et assimilés (approximativement 15 000 t d'encombrants et 10 000 t de DIB) provenant de producteurs situés à moins de 100 km du site.

L'énergie issue de ce traitement thermique est convertie sous forme d'électricité, pour être ensuite injectée dans le réseau EDF, et de vapeur injectée dans un réseau de chaleur situé à proximité.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.1	Sans objet
2	Surveillance des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2	Sans objet
3	Surveillance des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.3	Sans objet
4	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Livraison des déchets	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.2	Sans objet
6	Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1	Sans objet
7	Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.2	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1	Sans objet
9	Intervalles de confiance	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.2	Sans objet
10	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.3	Sans objet
11	Valeurs limites d'émission dans l'eau	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Système de management environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Certification
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2.1. Système de management environnemental</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :</p> <p>1. Engagement,.....</p> <p>.....</p> <p>28. Un plan de gestion du .....</p> <p>Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ..... par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>PAPREC ENERGIES FRANCE est certifié ISO 14001 par AFNOR CERTIFICATION. Certificat n°2024/62656.18 délivré le 31/12/2023 et valide jusqu'au 30/12/2026. Le site du CVE de DUNKERQUE est bien inclus dans le périmètre de la certification.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 2 : Surveillance des effluents gazeux**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2
---

Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres et fréquences
---

**Prescription contrôlée :**

2.2.2. Surveillance des effluents gazeux

Nouveaux paramètres à surveiller et fréquences :

- Hg : en continu
- PBDD/PBDF : une fois tous les six mois. La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière
- PCB de type dioxines : une fois tous les mois ou tous les 6 mois en fonction de la stabilité pour l'échantillonnage à long terme
- Benzo[a]pyrène : une fois par an

**Constats :**

- Un appareil de mesure en continu du Hg est en service depuis début décembre 2023. Vu les mesures sur la supervision en salle de commande et l'appareil lors de la visite de terrain : MERCURY STACK MONITOR SM-5
- **Les PBDD/PBDF ne sont pas encore suivies. Une mesure est à prévoir tous les 6 mois, car les déchets incinérés sont susceptibles de contenir des retardateurs de flamme bromés (positionnement du Ministère pour les incinérateurs d'ordures ménagères et assimilés). L'exploitant indiquera la date prévisionnelle de réalisation de ce contrôle et transmettra les résultats.**
- Les PCB de type dioxines sont mesurées chaque mois sur la cartouche 28 jours depuis le 28 février 2023. Les résultats sont très inférieurs à 0,01 ng/Nm<sup>3</sup>. La valeur relevée la plus forte est de 0,000487 ng/Nm<sup>3</sup>
- Le Benzo[a]pyrène sera mesuré à l'occasion des 2 contrôles réglementaires annuels. C'est un Hydrocarbure aromatique polycyclique (HAP). Première mesure par KALI'AIR les 29 et 30/01/2024 des HAP totaux : inférieur à la limite de quantification.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 3 : Surveillance des effluents aqueux**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.3
---

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets résultant de l'épuration des fumées
---

**Prescription contrôlée :**

Paramètres et fréquences

- Carbone organique total (COT) : en continu (dans le cas où des difficultés sont rencontrées pour la mesure du COT en continu en raison de la présence de chlorures, la mesure de COT peut être

<p>réalisée à fréquence journalière, sur échantillonnage ponctuel.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Matières en suspension totale (MEST) : une fois par jour (Les mesures quotidiennes sur échantillon composite proportionnel au débit sur 24 heures peuvent être remplacées par des mesures quotidiennes sur échantillon ponctuel)</li> <li>– As, Cd, Cr, Cu, Mo, Ni, Pb, Sb, Tl, Zn, Hg : une fois par mois</li> <li>– PCDD/PCDF : une fois par mois</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le CVE utilise un échantillonneur 24 h réfrigéré pour la surveillance des rejets aqueux.</p> <p>Les COT font l'objet de mesures ponctuelles en raison de la présence importante de chlorures. Les MES sont mesurées une fois par jour.</p> <p>Les métaux As, Cd, Cr, Cu, Mo, Ni, Pb, Sb, Tl, Zn, Hg sont mesurés une fois par mois</p> <p>Les PCDD/PCDF sont mesurés une fois par mois depuis janvier 2023.</p> <p>Vu l'échantillonneur 24 h et le tableau de suivi des analyses. Les analyses mensuelles sont faites par le laboratoire SOCOR.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques en conditions OTNOC</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.</p> <p>Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêts planifiés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors des périodes de fonctionnement en conditions OTNOC les polluants surveillés en continu sont mesurés et enregistrés.</p> <p>Durant les phases de démarrage et d'arrêt, lorsque des déchets sont présents dans le four, les émissions sont mesurées et enregistrées dont les PCDD/PCDF (cartouche 28 j en fonctionnement).</p> <p>Les émissions pendant les phases de démarrage et d'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, n'ont pas encore fait l'objet de campagne de mesure. Il est à noter que lors de ces phases le four est chauffé par des brûleurs d'appoint fonctionnant au gaz. En présence de déchets la température est maintenue au-dessus de 850 °C.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 5 : Livraison des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisation périodique des déchets
--

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant de l'unité d'incinération applique, en fonction du type de déchets et du risque présenté par les déchets entrants, les éléments indiqués ci-dessous :

Type de déchets : Déchets municipaux solides et autres déchets non dangereux

Surveillance des livraisons de déchets :

.....

– Échantillonnage périodique des livraisons de déchets et analyse des propriétés/substances clés (par exemple, valeur calorifique, teneur en halogènes et en métaux/métalloïdes). Dans le cas des déchets municipaux solides, cela implique un déchargement séparé.

**Constats :**

Le CVE réalise des caractérisations des déchets entrants. Le protocole utilisé est celui figurant en annexe 11 du guide d'application FNADE révision 4 de février 2022. Il est prévu de renouveler l'opération tous les 3 ans.

La 1ere caractérisation a été réalisée par le laboratoire SOCOR sur un échantillon de 215 kg de déchets prélevés le 25/10/2023. Le rapport d'analyse date du 07/12/2023. La caractérisation a porté sur la détermination des pourcentages de fractions organiques, combustibles, incombustibles, la répartition granulométrique, le taux d'humidité, le pouvoir calorifique et la composition des différentes fractions (métaux, brome, chlore, fluor, soufre).

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 6 : Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des OTNOC
---

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

<ul style="list-style-type: none"> <li>– mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</li> <li>– mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;</li> <li>– examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.</li> </ul> <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisées dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de gestion des OTNOC a été établi à partir du guide d'application FNADE révision 4 de février 2022 portant sur l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 et d'un groupe de travail interne à PAPREC. Les OTNOC ont ensuite été spécifiquement définies en fonction des caractéristiques des installations du CVE de Dunkerque.</p> <p>26 défauts matériels et 11 conditions d'arrêt d'urgence de l'usine ont été listés. Ces 37 cas ont été intégrés à la supervision. Leur apparition déclenche automatiquement le passage en OTNOC et l'incrémentation du compteur. En cas d'apparition d'une situation autre que normale non prévue par le plan de gestion ou non automatisable, les opérateurs peuvent également faire basculer manuellement la supervision en OTNOC.</p> <p>Vu les OTNOC sur la supervision en salle de commande, le compteur OTNOC, les logigrammes automates et le cahier des charges de mise en conformité du logiciel de supervision par ENVEA. Le compteur de OTNOC était à 8h55 depuis début 2023. Tous les passages en OTNOC ont eu lieu de manière automatique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evaluation périodique des OTNOC</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'évaluation périodique consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;</li> <li>- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;</li> <li>– la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;</li> <li>- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.</li> </ul>



**Constats :**

Il est prévu de réaliser une évaluation périodique des OTNOC apparues. En fonction des résultats de cette analyse, des OTNOC pourraient être éventuellement ajoutées à la liste déjà définie. Des dispositions pourraient également être mises en œuvres sur les installations afin de réduire la fréquence et la durée des passages en OTNOC.

Les conditions de réalisation de l'évaluation périodique sont décrites au 4.3 de la "Note explicative – Gestion des OTNOC" de PAPREC Energies.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Valeurs limites d'émission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Abaissement de certaines VLE
<b>Prescription contrôlée :</b>  7.1.1 Valeurs limites d'émission En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Poussières : 5 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- COVT : 10 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- CO : 50 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- HCl : 8 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- HF : 1 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- SO<sub>2</sub> : 40 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- NO<sub>x</sub> : 80 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- NH<sub>3</sub> : 10 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- Cd+Tl : 0,02 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V : 0,3 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- Hg : 0,02 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- PCDD/PCDF : 0,08 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup></li></ul>
<b>Constats :</b>  Certaines VLE sont plus basses que celles figurant dans l'arrêté d'autorisation du site : <ul style="list-style-type: none"><li>- NH<sub>3</sub> : 10 mg/Nm<sup>3</sup> pour 20 mg/Nm<sup>3</sup> en moyenne journalière</li><li>- Cd + Tl : 0,02 mg/Nm<sup>3</sup> pour 0,05 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- Hg : 0,02 mg/Nm<sup>3</sup> pour 0,05 mg/Nm<sup>3</sup> en moyenne journalière + un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- Somme des métaux : 0,3 mg/Nm<sup>3</sup> pour 0,5 mg/Nm<sup>3</sup></li></ul> Les VLE qui seront applicables au site sont les plus basses entre l'arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel.  Les nouvelles VLE ont bien été prises en compte dans les documents de suivi des contrôles réglementaires et inopinés. Il n'y a pas eu de dépassement lors de ces contrôles.  <b>Il conviendrait de vérifier les documents de suivi journalier, car les anciennes VLE apparaissent encore pour le NH<sub>3</sub>. Pour le Hg, la VLE moyenne journalière n'est pas indiquée.</b>  <b>En supervision, une VLE de 50 µg/Nm<sup>3</sup> apparaît encore pour le Hg sur un des écrans de suivi. La VLE plus basse du NH<sub>3</sub> a bien été prise en compte.</b>  <b>Ces écarts n'ont pas entraîné de dépassement des VLE. Les documents de suivi journaliers transmis montrent le respect des moyennes journalières fixées à l'article 7.1.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Intervalles de confiance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prise en compte du mercure
<b>Prescription contrôlée :</b>  7.2. Intervalles de confiance  En ce qui concerne les valeurs limites d'émissions journalières, les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission : ..... Mercure : 40 %. Lorsque la soustraction de l'intervalle de confiance aboutit à une valeur négative, le résultat pris est égal à 0.
<b>Constats :</b>  L'intervalle de confiance concernant le mercure est introduit suite à la prescription de la mesure en continu de ce paramètre. Les autres intervalles restent identiques à ceux déjà prescrits.  L'intervalle de confiance programmé n'est pas visible sur la supervision, mais il figure bien dans le cahier des charges de mise à jour du logiciel de suivi transmis à ENVEA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Valeurs limites d'émission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de respect des valeurs limites
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les moyennes sur une demi-heure sont déterminées à partir des valeurs mesurées, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance indiqué dans la partie 7.2. Une moyenne demi-horaire est considérée comme étant une valeur valide pour les VLE en NOC : – lorsqu'au moins 20 minutes sur 30 ont été mesurées en condition normale de fonctionnement ; – en l'absence de toute maintenance ou de tout dysfonctionnement du système de mesure automatisé sur l'ensemble de la demi-heure. À l'exception du suivi en continu du mercure pour lequel peuvent être écartées jusqu'à 500 h/an de valeurs demi-horaires pour cause d'indisponibilité du dispositif de suivi : – les moyennes journalières valides pour les VLE en NOC sont calculées à partir de ces moyennes demi-horaires valides, dans la limite de cinq moyennes demi-horaires écartées par jour pour maintenance ou dysfonctionnement du système de mesure automatisé ; – pas plus de dix moyennes journalières par an ne peuvent être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien d'un système de mesure en continu. Pour qu'une moyenne journalière soit prise en compte en NOC, il est nécessaire que pas plus de 12 moyennes demi-horaires OTNOC ne soient écartées par jour.
<b>Constats :</b>

Ces prescriptions ont été prises en compte lors de la mise à jour du logiciel de suivi réalisée en décembre 2023 par ENVEA.

Elles figurent dans le cahier des charges du 23/02/23 de la mise en conformité logiciel établi par ENVEA et le CVE de DUNKERQUE (§3 Mise en conformité réglementaire). Ce cahier des charges renvoi également vers le guide FNADE révision 4 qui décrit la prise en compte de l'article 7.3 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 au point 4.6 « Validité de la donnée ».

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Valeurs limites d'émission dans l'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets d'eaux résiduaires

**Prescription contrôlée :**

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites suivantes :

- Matières en suspension totales (MEST) mg/l : 30
- Carbone organique total (COT) mg/l : 40
- As mg/l : 0,05
- Cd mg/l : 0,03
- Cr mg/l : 0,1
- Cu mg/l : 0,15
- Hg mg/l : 0,01
- Ni mg/l : 0,15
- Pb mg/l : 0,06
- Sb mg/l : 0,9
- Tl mg/l : 0,03
- Zn mg/l : 0,5
- PCDD/PCDF ng I-TEQ/l : 0,05

Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective et sous réserve du respect de l'article R. 515-65 (III), l'arrêté préfectoral d'autorisation peut fixer une valeur limite de concentration n'excédant pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. La valeur peut être différente après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

**Constats :**

Les valeurs limites de l'arrêté ministériel sont, pour la plupart, plus basses que celles de l'arrêté préfectoral du site. Les VLE applicables au site sont les plus basses entre l'arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel.

Par courriel du 21/11/2023, la CUD a transmis l'autorisation de déversement vers la STEP de Grande-Synthe. Les valeurs limites sont proches de celles de l'arrêté ministériel.

L'exploitant fait réaliser chaque mois une analyse par le laboratoire SOCOR.

Le suivi 2024 montre des dépassements ponctuels sur l'antimoine (Sb) et des dépassements quasiment systématiques sur les chlorures.

Concernant le Sb, le CVE a travaillé avec le traiteur d'eau BWT afin d'améliorer l'abattement de ce composé. Pour 2024, il y a 2 dépassements : février à 0,58 mg/l et mars à 0,79 mg/l. La VLE de l'AP est de 0,5 mg/l, celle de l'AM de 0,9 mg/l. Ce paramètre, n'est pas suivi par la STEP.

Pour les chlorures, les rejets dépassent la VLE quasiment chaque mois. Pour 2024 : 38 920 mg/l en janvier, 35 320 mg/l en février, 49 300 mg/l en mars et 30 700 mg/l en avril. La VLE de l'AP est de 30 000 mg/l. Le paramètre n'est pas suivi par l'AM. La convention avec la STEP autorise 50 000 mg/l et un flux de 3 500 kg/j en précisant que la VLE sera réduite à 250 mg/l et le flux à 17,5 kg/j au 31/12/2026. Le flux actuel estimé à partir des éléments fournis lors de l'inspection est d'environ 1 000 kg/j.

**Type de suites proposées :** Sans suite